

**COMITE D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL
DU DEPARTEMENT DES LANDES**

HOTEL DU DEPARTEMENT - 23 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024**

COMMISSARIAT
AUX COMPTES
AUDIT
CONSEIL

**COMITE D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL
DU DEPARTEMENT DES LANDES**

Philippe Lassus
Michel Delbast
Geneviève Labit

HOTEL DU DEPARTEMENT - 23 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes,

OPINION AVEC RÉSERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

Motivation de la réserve

Réserve pour limitation : nous n'avons pas pu obtenir de rapprochement bancaire permettant de nous assurer de l'exhaustivité des charges et produits comptabilisés au 31 décembre 2024.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant la constitution d'une provision de 21 493,49 € pour tenir compte de l'écart inexpliqué entre le solde bancaire comptabilisé et le solde du relevé à la clôture de l'exercice.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nos appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- Le processus de rattachement des subventions d'exploitation (selon les modalités décrites en page 6 de l'annexe) ;
- L'évaluation des charges liées à la mise à disposition du personnel facturée par le Département (selon les modalités décrites en page 6 de l'annexe).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Bouscat, le 25 septembre 2025

SCP Cabinet LASSUS et Associés

Philippe LASSUS



Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 399	1 399		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	68 200		68 200	68 200
Constructions	613 800	451 114	162 686	193 376
Installations techniques, matériel et outillages industriels	27 000	27 000		
Autres immobilisations corporelles	48 980	21 745	27 235	82
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	759 379	501 259	258 120	261 658
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	20 514		20 514	12 637
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	113 097		113 097	37 431
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	234 780		234 780	238 610
Valeurs mobilières de placement	57 698		57 698	55 977
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	460 923		460 923	682 998
Charges constatées d'avance	109 693		109 693	33 990
TOTAL III	996 706		996 706	1 061 644
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 756 085	501 259	1 254 826	1 323 302

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	13 818	13 818
Autres réserves		
Report à nouveau	909 644	871 420
Excédent ou déficit de l'exercice	-239 310	38 223
Situation nette	684 152	923 462
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	684 152	923 462
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	21 493	
TOTAL IV	21 493	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 737	32 794
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	243 174	144 192
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	266 706	215 249
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	11 564	7 605
TOTAL V	549 181	399 840
Ecarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 254 826	1 323 302

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	465	13 350
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	828	
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	640 000	640 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	248 604	210 543
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 011	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	95 507	98 027
TOTAL I	986 415	961 919
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	985	14 658
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	231 209	215 568
Aides financières	287 285	185 449
Impôts, taxes et versements assimilés	9 237	6 015
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations	31 474	31 227
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	653 290	489 313
TOTAL II	1 213 479	942 231
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-227 064	19 689
Produits financiers		
Produits financiers de participations	10 097	8 536
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	10 097	8 536
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	849	1 001
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	849	1 001
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	9 248	7 535
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-217 816	27 223

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		11 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		11 000
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 493	
TOTAL VI	21 493	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-21 493	11 000
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	996 512	981 455
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 235 822	943 232
EXCEDENT OU DEFICIT	-239 310	38 223
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	13 783	
Bénévolat		
TOTAL	13 783	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	13 783	
Personnel bénévole		
TOTAL	13 783	

Règles et méthodes comptables

Le Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes dont la durée est illimitée est chargé de promouvoir et de gérer toutes les formes d'activités (sociales, culturelles, sportives...) ayant pour objet d'améliorer les conditions de bien-être des membres actifs et retraités adhérents.

L'Association peut travailler avec tous les organismes ou groupements ayant des objectifs identiques ou favorisant la mise en œuvre de ses propres actions.

Afin d'assurer son bon fonctionnement l'association bénéficie d'une subvention annuelle de 640 000 € allouée par le département.

Des agents sont mis à disposition par le département pour assurer le bon fonctionnement de l'association. Leur rémunération, prise en charge par le département, fait l'objet d'une rétrocession annuelle qui s'élève pour l'exercice clos au 31/12/2024 à 86 681.56 €

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 254 826 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -239 310 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a exceptionnellement décidé d'augmenter sa participation aux chèques vacances 2024 afin d'utiliser les excédents constitués lors de la période de Covid. Le surcoût ainsi pris en charge a été de 119 740 € au titre de l'exercice 2024.

Le rapprochement bancaire de l'Association fait apparaître un écart non expliqué de 21 493,49 € entre le solde bancaire comptabilisé et le relevé à la clôture de l'exercice. Pour tenir compte du risque portant sur l'exhaustivité des charges et produits comptabilisés, une provision de 21 493,49 € a été constituée au 31/12/2024.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

RAS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Constructions : 20 ans,
- Concession, brevets et droits similaires : 3 ans
- Installations techniques, matériel et outillages industriels : 3 ans
- Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde de subvention à recevoir de 225 950 € au 31/12/2024.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une estimation d'heures.

Les autres contributions volontaires correspondent à des aides en nature octroyées par le Département des Landes dans le cadre de la convention de subvention, pour un montant estimatif annuel de 13 783 € et comprennent :

- fourniture d'un local,
- nettoyage des locaux,
- fourniture de fluides,
- téléphone,
- affranchissement,
- fournitures de bureau,
- redevance ordures ménagères

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 399		
TOTAL	1 399		
Terrains	68 200		
Constructions :	613 800		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	27 000		
- Générales, agencements et aménagements divers	5 803		27 937
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	14 682		
Emballages récupérables et divers	559		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	730 044		27 937
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	731 443		27 937
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 399
TOTAL			1 399
Terrains			68 200
Constructions :			613 800
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencs et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			27 000
- Gales, agencs et aménagt. divers			33 740
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			14 682
Emballages récupérables et divers			559
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			757 980
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL			759 379

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				1 399			1 399
TOTAL				1 399			1 399
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				420 424	30 690		451 114
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				27 000			27 000
Installations générales, agencements et aménagements divers				5 803	702		6 505
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				14 599	82		14 682
Emballages récupérables et divers				559			559
TOTAL				468 386	31 474		499 860
TOTAL GENERAL				469 785	31 474		501 259
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES			TOTAL GENERAL NON VENTILE		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	113 097	113 097	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	234 780	234 780	
Charges constatées d'avance	109 693	39 262	70 431
TOTAL	457 570	387 139	70 431

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	27 737	5 836	21 901	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	243 174	184 077	59 097	
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autre organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	266 706	266 706		
Produits constatés d'avance	11 564	11 564		
TOTAL	549 181	468 183	80 998	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

4 818

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	13 818				13 818
Report à nouveau	871 420	38 223			909 644
Excédent ou déficit de l'exercice	38 223	-38 223		239 310	-239 310
Situation nette	923 462			239 310	684 152
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	923 462			239 310	684 152

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges		21 493			21 493
TOTAL II		21 493			21 493
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)		21 493			21 493
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles		21 493			

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	27 737
TOTAL	27 737

-Privilège du prêteur de deniers (Garantie 102780228500015773506) 27 737 €

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	765	905
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 513	104 538
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	140	2 003
Instruments de trésorerie		
TOTAL	11 418	107 446

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	225 556	225 991
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	225 556	225 991

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	11 564	7 605
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		11 564	7 605

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	109 693	33 990
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		109 693	33 990

**COMITE D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL
DU DEPARTEMENT DES LANDES**

HOTEL DU DEPARTEMENT - 23 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées
Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

COMMISSARIAT
AUX COMPTES
AUDIT
CONSEIL

**COMITE D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL
DU DEPARTEMENT DES LANDES**

HOTEL DU DEPARTEMENT - 23 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Philippe Lassus
Michel Delbast
Geneviève Labit

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de l'Association Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait au Bouscat, le 25 septembre 2025

SCP Cabinet LASSUS et Associés

Philippe LASSUS

